

# Résumé - Le Manifeste de l'ICiSP

Des patriotes convaincus, vivant tant en Haïti que dans la diaspora, entreprennent de mobiliser le peuple haïtien afin de porter secours à la patrie en danger et de permettre au pays de retrouver sa dignité, à travers l'Initiative Citoyenne en faveur de la Sécurité et la Paix (ICiSP). La démarche part du constat que ce qui se passe actuellement en Haïti renvoie à la négation absolue de tout ordre républicain. Depuis le début de cette décennie, la société haïtienne est enfermée dans un cycle grandissant de violences, qui s'est exacerbé ces trois dernières années. Le recul des autorités étatiques face à la bravade des criminels conquérants laisse poindre le spectre d'une tuerie de masse. Les approches et les solutions jusqu'ici mises en œuvre pour juguler la crise ont montré leurs limites. Pour gagner cette guerre existentielle, il convient de faire émerger un dénominateur commun sur lequel bâtir l'initiative capable de soutenir l'État pour gagner cette guerre existentielle. C'est ce défi que se donne l'ICiSP.

Les coûts économiques et sociaux de cette insécurité galopante sont énormes pour toutes les couches de la société :

- Les classes moyennes qui, après des décennies de labeur, se voient contraintes de laisser derrière elles et à l'abandon tout le capital matériel accumulé au cours de leur vie ;
- Les entrepreneurs, les gens d'affaires, les Madan Sara contraints de fermer leurs portes ou de renoncer à leurs activités jusqu'à nouvel ordre, sans savoir quand viendra ce nouvel ordre ;
- La majorité des compatriotes des milieux défavorisés vivant au jour le jour, qui ne peuvent vaquer librement à la recherche de leur pain quotidien ;
- La paysannerie et le monde rural dont la décapitalisation s'accélère avec le blocage des routes ;
- Les écoliers et les étudiants dont la formation est fortement hypothéquée avec l'exode massif des professeurs et la destruction ou la mise en dysfonctionnement des locaux éducatifs ;
- La diaspora haïtienne que l'insécurité ambiante a portée à réduire ses visites au pays et dont les contributions directes sont affectées par les restrictions drastiques à la mobilité des biens et des personnes ;

- Les bandes criminelles elles-mêmes pratiquant cette politique de la terre brûlée qui ne leur garantira pas, au moment opportun, l'accès aux services, et pour lesquelles Haïti restera une prison.

Face à cette situation de grand désespoir, la population ne sait où donner de la tête et frappe à toutes les portes qui s'offrent à elle. C'est à ce moment que les pays étrangers veulent étanchéiser leurs frontières vis-à-vis des migrants haïtiens. Dans ces conditions, la mobilisation interne semble être la voie pour résister et se projeter dans l'avenir. Le service civique mixte obligatoire (SCMO), prévu par la Constitution de 1987, représente un filon à exploiter pour redonner fierté, espoir et engagement à une jeunesse en quête de repères et d'opportunité, une réponse constitutionnelle et coordonnée à ce besoin légitime et grandissant de protection. L'État haïtien devrait très rapidement instituer et mettre en œuvre le SCMO dans une tentative de renverser la vapeur et

d'équilibrer le rapport de force. Un Fonds citoyen de soutien à la sécurité et à la paix serait constitué pour appuyer cette initiative.

L'insécurité grandissante qui sévit au pays est intimement liée à la faillite de l'État et des structures de gouvernance mises en place. L'échec du CPT est cuisant mais prévisible, si l'on se réfère à notre histoire. Pour que le prix à payer

ne soit encore plus fort, il y a urgence de se pencher dès maintenant sur une option de rechange au CPT. Sachant que tout vide politique engendré subitement serait une porte ouverte au chaos complet et à l'effondrement total de l'État, un consensus devrait être recherché dès maintenant pour aller vers une solution passant par les institutions étatiques ou la société civile. L'incarnation des valeurs d'honnêteté, de patriotisme et de compétence devrait compter beaucoup plus que l'origine institutionnelle ou sociale des personnes appelées à former cette nouvelle transition. Elles auraient un mandat explicite et exclusif à deux volets : réduire significativement le niveau d'insécurité et réaliser les élections en faisant preuve de créativité, par exemple en modulant celles-ci dans le temps, par région et par niveau (CASEC, Mairies, Députés, Sénateurs, Président).

Nous devons reconnaître que ce sont des Haïtiens qui s'acharnent à détruire leur propre pays, en tuant, en kidnappant, en violant, en volant et en s'attaquant au peu de biens communs et à tout le patrimoine humain et bâti, accumulé à coups de sacrifices au fil des décennies. La nation est donc en guerre avec elle-même. Il faut revenir sur ce qui constitue les fondements mêmes de toute société moderne construite sur le vivre-ensemble et la notion de citoyenneté, et constater que les droits sociaux ont été systématiquement bafoués par les gouvernements successifs. Le résultat est une société éclatée en mille morceaux, sans

aucune cohésion sociale, sans solidarité naturelle ou construite, sans aucune allégeance nationale. Tout au long de notre histoire, nous avons pris des raccourcis qui nous ont menés devant le vide institutionnel, étatique, moral et politique que nous connaissons aujourd'hui. Le projet qui nous interpelle est celui de travailler à réconcilier la Nation avec elle-même de manière durable, afin que ce que nous vivons aujourd'hui ne se reproduise plus. Voilà donc une porte de sortie pour le salut de la Nation, tout en reconnaissant que cette porte demeure très étroite !

Les actions actuelles des bandes armées en Haïti relèvent du pur terrorisme, sans aucune idéologie. Elles cherchent à amener toute une nation à un état de sujétion et à condamner les citoyens à un statut d'esclaves exploitables et corvéables à merci. Pour autant qu'on puisse prévoir l'avenir, ce qu'on voit poindre à l'horizon en Haïti, c'est l'enfermement de la société dans un dilemme où elle aurait à choisir entre la prise du pouvoir par les gangs et l'obligation d'une tutelle pour nous libérer de ce pouvoir ignoble.

Aujourd'hui, Haïti semble seul dans la bataille de l'expérimentation de la destruction d'un État sous l'emprise de groupes criminels mondialisés, versés dans le narcotrafic, la vente d'armes et de munitions, sans oublier le trafic d'organes humains. La passivité de certains pays laisse comprendre qu'ils se croient à l'abri de cette expérience inédite qui se vit présentement en Haïti.

Cela dit, il revient aux Haïtiens de prendre les dispositions nécessaires pour combattre l'insécurité au pays. La survie de la Nation en dépend.